INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS

**Journée du 20 octobre 2021**

* Les marchés européens ont terminé dans le vert une séance longtemps incertaine. Le CAC 40 a ainsi gagné 0,54% à 6 705,61 points, basculant en territoire positif après l'ouverture à Wall Street, et l'Euro Stoxx 50 s'est adjugé 0,24% à 4 176,65 points. L'optimisme est également revenu Outre-Atlantique, avec un Dow Jones en hausse de 0,42% et un Nasdaq en progression de 0,11% en fin d'après-midi. Le S&P 500 est quant à lui proche de ses records historiques.
* La baisse des cours des matières premières (jusqu'à -1,6% pour le Brent) a longtemps pesé sur les indices du Vieux Continent, avant que la tendance ne s'inverse également sur le marché des "commo". De son côté, le Bitcoin a atteint de nouveaux records.
* En l'absence d'annonces importantes, les investisseurs ont donc eu les yeux rivés sur les résultats trimestriels des entreprises, globalement satisfaisant (Vinci, Nestlé, United Airlines...), bien que certaines perspectives laissent augurer des lendemains qui déchantent (Renault, ASML, Netflix...).
* En effet, la hausse des coûts des intrants, les problèmes d'approvisionnement et le manque de main d'œuvre pourraient pénaliser bon nombre de groupes, mais aussi l'économie en général, en cette fin d'année et au cours du prochain exercice.
* Du côté des publications, peu de choses à se mettre sous la dent ce mercredi, si ce n'est la confirmation d'une inflation annualisée de 3,4% en zone euro. Les Etats-Unis prendront connaissance du livre Beige de la Fed à 20h pour y lire son analyse de l'état de santé de l'économie nationale.
* Le Bitcoin a atteint aujourd'hui un nouveau plus haut historique à 66 923 dollars. Le précédent datait de la mi-avril à près de 65 000 dollars. Le Bitcoin était ensuite tombé sous les 30 000 dollars en mai. Ce nouveau record intervient alors que le premier ETF adossé à des contrats à terme sur la cryptomonnaie a été lancé hier. Plus de 24 millions de titres de cet ETF ont été échangés mardi, selon Blooomberg. Ce lancement renforce l'institutionnalisation du Bitcoin. L'Ethereum gagne pour sa part 5% à un peu plus de 4 000, se rapprochant de son record de 4 372 dollars en mai.

La forte hausse du Bitcoin depuis la fin septembre n'a pas encore été suivie par les nombreuses cryptomonnaies, qui ont été créées dans son sillage.

* En fin d'après-midi, l'euro gagne 0,11% à 1,1646 dollar, confirmant son rebond de ces derniers jours. Selon Commerzbank, le fondement de la force du dollar, c'est-à-dire l'inflation, et donc les perspectives de taux d'intérêt, est tout sauf sûr. Ces derniers jours, diverses nouvelles ont pu contribuer à l'incertitude. Le cambiste cite notamment la publication d'un rapport indiquant que les estimations des économistes de la Fed, qui continuent de prévoir une baisse significative de l'inflation pour l'année à venir, sont finalement assez fiables.

Francois Villeroy de Galhau, gouverneur de la Banque centrale française, semble, lui, solidement convaincu que l'inflation repassera sous la barre des 2 % l'année prochaine, ce qui explique qu'il ne voit aucune raison de relever les taux d'intérêt.

* Le président de la Bundesbank, Jens Weidmann, a demandé aujourd'hui au président allemand Frank-Walter Steinmeier de le démettre de ses fonctions le 31 décembre 2021. Il quitte la Bundesbank, qu'il dirige depuis mai 2011, pour des raisons personnelles. ""J'en suis venu à la conclusion que plus de dix ans constituent une bonne mesure de temps pour tourner la page - pour la Bundesbank, mais aussi pour moi personnellement"", a écrit M. Weidmann dans une lettre adressée au personnel de la Banque.

Dans celle-ci, il critique les récentes orientations de la Banque centrale européenne.

"Il sera crucial, a déclaré Jens Weidmann, de ne pas considérer seulement les risques déflationnistes, mais de ne pas non plus perdre de vue les dangers inflationnistes potentiels. "

Avant d'ajouter : " Une politique monétaire axée sur la stabilité ne sera possible à long terme que si (...) si la politique monétaire respecte son mandat étroit et ne se laisse pas entraîner dans le sillage de la politique budgétaire ou des marchés financiers ".

" Je respecte la décision de Jens Weidmann de quitter la présidence de la Deutsche Bundesbank (...) mais je la regrette aussi énormément ", a commenté la présidente de la BCE, Christine Lagarde.

* En France, les services financiers, d’intermédiation financière et de l’assurance ont enregistré la création de 949 emplois en septembre 2021, après en avoir gagné 475 le mois précédent. L’économie française devant redémarrer et les grandes entreprises se portant plutôt bien vu le contexte, elles sont en mesure d’investir à nouveau ce qui va avoir un impact positif sur l’activité du secteur, a expliqué ADP. Au total, le secteur privé en France a enregistré la création de 5 500 emplois le mois dernier.

" En septembre 2021, le marché français de l'emploi progresse, porté notamment par les services financiers et le commerce ", a commenté Nela Richardson, économiste en chef chez ADP.

" La fin de la plupart des restrictions a soutenu la croissance de la demande pour les biens et les services mais les difficultés d'approvisionnement ont freiné la progression de l'emploi dans l'industrie, qui continue de reculer ", a ajouté l'experte.

* Le chiffre du jour : +3,4% = l'inflation en zone euro en septembre en rythme annualisé, selon les chiffres définitifs. Elle est au plus haut depuis 13 ans.

**SOCIETES**

* A la bourse de Paris, Renault (-2,78%) a été pénalisé par le manque de puces électroniques, suivi de Capgemini (-2,11%) et Safran (-1,78%). En revanche, les valeurs défensives se sont reprises, à l'image de Hermès (+2,18%), Sanofi (+2,18%) ou Veolia (+1,87%).
* Renault accuse le plus lourd repli du CAC 40, avec une chute de 4,59 % à 30,77 euros l’action. En cause : la pénurie de semi-conducteurs qui pourrait peser plus lourd que prévu cette année. Le constructeur automobile s’attendrait à ce qu’elle le prive de la production d'au moins 300 000 véhicules, alors qu’il avait évoqué le chiffre d’environ 200 000 unités l’été dernier. C’est du moins ce qu’a rapporté Reuters, sur la base de trois sources proches du constructeur automobile.

Cette pénurie de semi-conducteurs n'est pas le seul défi que devra gérer le groupe piloté par Luca de Meo. La flambée des matières premières et la transition vers les véhicules électriques feront également partie des challenges auxquels il faudra faire face.

* Kering perd 3,9% à 625 euros, pénalisé par le ralentissement plus marqué que prévu des ventes de sa marque phare, Gucci, au troisième trimestre. L'enjeu est d'importance. L'enseigne florentine représente plus de la moitié du chiffre d'affaires du groupe de François-Henri Pinault. Sous la direction Alessandro Michele, l'enseigne florentine a été ces dernières années le principal moteur de la croissance record du groupe, les consommateurs du monde entier, notamment Chinois, s'arrachant les collections baroques du styliste italien. Mais la mode change et surtout, la pandémie est passée par là.

Si Gucci marque le pas, les autres marques, elles, continuent de susciter l'intérêt.

Yves Saint Laurent a ainsi affiché une progression de son activité de 28,1%, Bottega Veneta de 8,9%. Le chiffre d'affaires des Autres Maisons a grimpé de 26% grâce notamment à l'expansion continue de Balenciaga et d'Alexander McQueen.

" L'activité est notamment portée par une très bonne dynamique en Amérique du Nord. En Europe de l'Ouest et au Japon, encore impactés par l'absence de touristes, l'activité continue de s'améliorer ", a commenté le groupe de luxe.

En Asie-Pacifique en revanche, c'est pratiquement le coup d'arrêt avec des ventes en croissance d'à peine 1% après +19% sur avril-juin.

* Vinci domine le CAC 40 ce mercredi, à la faveur d'un gain de 1,19% à 91,77 euros par action, au lendemain d'un point d'activité trimestriel sans surprise. Le groupe de construction a en effet publié un chiffre d'affaires de 13,2 milliards d'euros au troisième trimestre 2021, en hausse de 8% sur un an (dont +6% en organique) et de 1% sur deux ans, en ligne avec les attentes des analystes. Sur 9 mois, l'activité ressort à 35,845 milliards d'euros, en hausse de 16,5% sur un an, et de 2,8% par rapport à la même période en 2019.

Dans le détail, au 30 septembre 2021, le chiffre d'affaires des Concessions a connu une croissance de 14,1% sur un an, à 5,153 milliards d'euros (dont 4,154 milliards pour Vinci Autoroutes, +17,8%). Mais il reste en revanche en retrait de 20,6% par rapport à 2019. Vinci Energies a pour sa part progressé de 13,4% à 10,868 milliards d'euros (+10,9% sur deux ans), et Vinci Construction a crû de 17,7% à 19,247 milliards d'euros (+5,6% sur deux ans).

* Sartorius Stedim Biotech cède 2,4% à 459,8 euros malgré la publication d'un chiffre d'affaires encore plus solide que prévu au troisième trimestre 2021 et la confirmation de ses objectifs annuels. Le fournisseur de l'industrie biopharmaceutique est pénalisé par des prises de bénéfices. Depuis le début de l'année, sa capitalisation a bondi de 57%. UBS a confirmé son opinion Vendre et son objectif de cours de 279 euros sur le titre, estimant que l'absence de révision à la hausse des objectifs et le ralentissement attendu des ventes l'an prochain pourraient peser sur la valorisation.
* Facebook prévoit de changer sa dénomination sociale la semaine prochaine afin de refléter l'importance qu'il accorde à la construction du métaverse, affirme The Verge citant des sources proches du dossier. Le premier réseau social mondial développe ce qu'il appelle le métaverse – " une nouvelle phase d’expériences virtuelles interconnectées utilisant des technologies telles que la réalité virtuelle et la réalité augmentée".

Le changement de nom, à propos duquel le PDG Mark Zuckerberg prévoit de s'exprimer lors de la conférence annuelle Connect de l'entreprise le 28 octobre, pourrait être annoncé avant cet évènement.

Selon le média, ce changement de marque témoigne de l'ambition du groupe d'être connu pour autre chose que les médias sociaux et tous les maux qui en découlent. Le changement de marque positionnerait probablement l'application Facebook comme l'un des nombreux produits d'une société mère supervisant des groupes comme Instagram, WhatsApp, Oculus, etc.

**ANALYSES**

* C'est un signal faible qu'il serait imprudent de négliger dans une période économiquement très chahutée. Publiée en ce début de semaine, l’enquête mensuelle menée par Rexecode et l’Association française des trésoriers d’entreprise (AFTE)  signale un « retournement » de l'appréciation des entreprises sur leur situation de trésorerie. Cette inflexion se produit « depuis un point haut », mais elle est significative : la reprise économique a passé son sommet.

L'explication principale est sans surprise à trouver du côté des matières premières. « La montée du prix du pétrole et les pénuries dans les approvisionnements pèsent sur les trésoreries d'entreprise, a détaillé mardi Denis Ferrand, de Rexecode. Près de 43 % des trésoriers estiment que les prix des matières premières influencent leur trésorerie, ce n'est qui jamais arrivé depuis le lancement de l'enquête ».

Le débat public se penche beaucoup sur la situation des ménages  les plus démunis face à la hausse des prix du gaz, de l’électricité et des carburants : les énergies représentent de 15 à 17 % du budget des Français appartenant au premier décile de revenus. Mais les entreprises, grandes, moyennes et petites prennent aussi de face cet effet de souffle : l'énergie pèse plus de 10 % dans leur excédent brut d'exploitation (EBE).

En ce début d'automne, ce n'est pas le seul clignotant orange qui s'est allumé sur le tableau de bord des responsables d'entreprise. Le commerce mondial est durablement désorganisé (jusqu'à la fin 2022 ?), le coût du fret a bondi, les semi-conducteurs manquent, la production est ici ou là entravée par des mesures sanitaires et le ralentissement chinois ne restera pas sans effet sur le reste du monde. Ce n'est pas rien.

Les entreprises, dans leur vie concrète et quotidienne, savent que leur période de très haute liquidité est derrière elles, insiste Denis Ferrand, après les sommets atteints cette année. Elles doivent sortir de l'argent pour reconstituer des stocks qui ont beaucoup diminué en 2020-2021, mais aussi pour répondre à la demande des consommateurs et elles doivent, donc, payer des approvisionnements plus coûteux.

Mais voilà, ce n'est pas le tableau qu'ont les salariés sous les yeux. Ces derniers ont en tête les bons résultats de la majorité des entreprises au 1er semestre et un taux de marge record, à 35,4 % au deuxième trimestre, sous l'effet des aides du Fonds de solidarité et de la diminution des impôts de production. Au second semestre, ce taux reculerait à 32 % - autour de sa tendance de moyen terme (mais inférieur à la moyenne 1990-2010).

Les revendications salariales sont donc importantes en ce moment, elles sont logiques et légitimes dans les secteurs en tension de recrutement, elles sont compréhensibles, mais en même temps elles se calent peut-être sur une photographie déjà un peu jaunie : les EBE 2021 seront supérieurs à ceux de 2019, mais qu'en sera-t-il en 2022 ?

Aux Etats-Unis, qui sont toujours en avance de phase conjoncturelle, l'inflation et les salaires se nourrissent, avec un retour des grèves, ce qui est nouveau. Mais les hausses de salaires concernent, là-bas, surtout ceux qui changent d'emploi (+ 5,4 %, dixit une étude de la Réserve fédérale de Saint-Louis), plus que ceux qui restent en place. Et en France ? La mobilité y est assurément moindre.

Sur un enchaînement prix-salaires, les avis restent partagés : « Les hausses de prix observées ces derniers mois ne sont pas nécessairement durables », ne serait-ce que parce que « les difficultés de recrutement des entreprises sont réelles mais jusqu'ici elles demeurent moindres que celles qui prévalaient avant la crise », estime Agnès Benassy-Ouéré, l’économiste de la direction du Trésor, à Bercy.

Mais les macro-économistes, qui espèrent surtout que les prix ne viennent pas dégrader la compétitivité de l'économie vis-à-vis de ses partenaires et concurrents commerciaux, ne sont pas dans les entreprises et ne connaissent pas les rapports de forces qui peuvent s'installer. Entre un enchaînement prix-salaires de simple ajustement et un enchaînement prix-salaires-prix créant une spirale, l'économie et le social vont trancher.

**L’AGENDA DU 21 octobre 2021**

**8h45 en France**

Climat des affaires dans l'industrie en octobre

**14h30 aux Etats-Unis**

Inscriptions hebdomadaires au chômage

Indice manufacturier de la Fed de Philadelphie en octobre

**16h00 aux Etats-Unis**

Indice des indicateurs avancés en septembre

Ventes de logements anciens en septembre

**16h00 en zone euro**

Confiance des consommateurs en octobre